

Vie de la recherche – Research news

Accords de coopération entre le Brésil et la France dans le domaine de la sociologie rurale et environnementale : le chemin de la parité★

Douglas Ochiai Padilha¹, Alfio Brandenburg² et Jean-Paul Billaud^{3,*}

¹ Sociologie, Faculté d'administration et d'économie (FAE), Curitiba, Brésil

² Sociologie, Université fédérale du Paraná, Curitiba, Brésil

³ Sociologie, CNRS, UMR7533 Ladyss, Université Paris Nanterre, Nanterre, France

Résumé – La coopération universitaire entre la France et le Brésil a été mise en place dans les années 1970. On suit ici celle qui s'est nouée plus particulièrement dans le domaine de la sociologie rurale et de l'environnement, au travers d'un accord initial entre un laboratoire CNRS de l'Université Paris Nanterre et une université de la Paraíba au Brésil. Au rythme d'accords successifs allant jusqu'à aujourd'hui, le réseau des coopérations s'est étendu aussi bien en France en impliquant en particulier des institutions liées à l'agronomie qu'au Brésil où des universités du Sud ont rejoint la coopération au gré des divers accords. En retraçant une collaboration remarquable par sa continuité, nous montrons comment elle a évolué vers plus de parité entre partenaires et en quoi elle fut en prise avec les courants d'idées irriguant les milieux académiques certes, mais aussi les mouvements sociaux, loin d'être à la traîne de ces derniers.

Mots-clés : accords Capes-Cofecub / sociologie rurale et environnementale / agriculture familiale / agroécologie / coopération

Abstract – Cooperation agreements between Brazil and France in the field of rural and environmental sociology: the road to parity. University cooperation between France and Brazil has been built on bilateral agreements known as Capes-Cofecub. Originally based, from the 1970s onwards, on support from the French government and universities for less well-endowed Brazilian universities, they have gradually evolved towards joint cooperation, with intersecting exchanges of professors and doctoral candidates feeding into joint research programmes. The example proposed here features researchers and academics working on rural and environmental issues. Through agreements that have built a seamless cooperation to date, the path to parity has taken two main thematic directions. First, the question of peasant and family farming, which had been very much debated in France and strongly resonated in Brazil in the 1990s, when it was recognized not only an analytical category but also a category of political and public action. Later on, the issue of agroecology illustrated an achieved parity, as it had been put on the political agenda, due to the decisive role played by the movements, as well as on the scientific agenda, much sooner in Brazil. This reflexive analysis of the trajectory of university cooperation between France and Brazil also shows that it is obviously very sensitive to the turmoil or innovations that are going on in these societies, which are a priori very different, especially around the transition from a productive modernity to an ecological modernity.

Keywords: university cooperation / family farming / agroecology / parity / modernity

La coopération scientifique franco-brésilienne existe depuis 1816, date de la création de l'École royale des

sciences, arts et métiers dans la ville de Rio de Janeiro (Martinière, 2005). Tout le monde s'accorde à reconnaître que l'un des points forts de l'histoire de cette coopération scientifique se situe entre les années 1930 et 1950, quand des Européens, mais aussi des Nord-Américains, vinrent au Brésil composer le groupe des

★ Voir dans ce numéro les autres contributions au dossier « Perspectives franco-brésiliennes autour de l'agroécologie ».

*Auteur correspondant : billaud@parisnanterre.fr

professeurs lors de la création de l'École libre de sociologie et politique (ELSP) et de la Faculté de philosophie, sciences et lettres de l'Université de São Paulo (FFCL-USP).

Jusque dans les années 1960, la coopération internationale au Brésil était synonyme de « don » du Nord vers le Sud. Autrement dit, des pays développés apportaient leur soutien à des universités brésiliennes sur les plans financier, scientifique et académique. Ce modèle traditionnel de collaboration – analogue à une coopération technique – se définit par l'accueil d'étudiants dans les meilleures universités occidentales, par l'envoi de chercheurs des pays développés dans les pays en développement et par le transfert d'approches et de méthodes. L'expérience de Claude Lévi-Strauss, Roger Bastide, Fernand Braudel, Paul Arbousse-Bastide, lors de la création de l'USP, entre dans ce modèle originel de collaboration. De la même manière, les brésiliens qui sont allés faire leur master et leur doctorat en Europe s'inscrivent dans cette forme de partenariat (Canto, 2005). Cette période n'est pas seulement marquée par des échanges, mais également par une coopération autour de projets de recherche. Maria Isaura Pereira de Queiroz, qui a fait sa thèse sous la direction de Roger Bastide est une des figures les plus en vue, en tant que sociologue, publiant en France et œuvrant à la publication de textes français au Brésil.

La coopération franco brésilienne¹ s'est peu à peu installée, traversant des moments de progrès et de recul inévitables, l'influence française par exemple laissant place aux États-Unis dans certains domaines, mais se maintenant en sciences sociales. Parmi les modalités d'accord qui existent toujours, la principale est l'accord Capes-Cofecub, dont le nom vient des deux agences qui l'administrent². Le programme Capes-Cofecub se définit par le soutien binational à des projets de recherche et à la formation de ressources humaines de haut niveau, au travers des programmes de master et de doctorat d'institutions d'enseignement supérieur (IES) et de recherche (Capes, 2006). Ce programme représente le premier partenariat international mis en place par la Capes qui, outre la distribution de bourses d'études individuelles destinées aux Brésiliens (missions d'étude), soutient des projets de recherche communs

¹ On se centre ici sur la coopération entre universités, ce qui inclut, dans le cas français, des laboratoires de recherche contractualisés avec les universités.

² La Coordination de perfectionnement du personnel de niveau supérieur (Capes) du ministère de l'Éducation brésilien, créée en 1951 à l'initiative du professeur Anísio Teixeira (Décret n° 29.741), et le Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (Cofecub), créé en 1979 pour évaluer et gérer les programmes de recherche et de formation avec le Brésil (Théry, 2011).

qui incluent le financement de visites techniques (missions de travail) de chercheurs français au Brésil et brésiliens en France³. Il correspond à une période de changements dans l'orientation académique brésilienne et illustre le succès de la politique de développement des universités, des programmes de master et doctorat et de recherche.

Analysant le progrès des sciences sociales au Brésil, Hélio Trindade distingue 5 phases dans les stratégies adoptées par les instances universitaires : jusqu'en 1920, il s'agissait de former l'élite en Europe ; à partir des années 1930, les premières universités brésiliennes ont été ouvertes avec l'aide d'universitaires européens ; dans les années 1950, des pays étrangers ont soutenu le développement du système d'enseignement supérieur et favorisé l'accueil des étudiants en dehors du Brésil ; dans les années 1960, des étudiants ont suivi une formation dans différents domaines prioritaires en Europe et aux États-Unis et des universitaires ont eu l'occasion de participer à des échanges majoritairement financés par le gouvernement brésilien ; à partir de 1970, des programmes bilatéraux et multilatéraux financés par le gouvernement brésilien et ses partenaires ont été mis en place (Trindade, 2005). Les accords bilatéraux qui sont apparus dans les années 1970, souvent appelés « coopération scientifique et technologique », représentent une nouvelle étape de collaboration internationale, dans la mesure où ils sont devenus des instruments d'engagements stratégiques durables, à l'inverse d'autres opportunités de partenariats, aboutissant à des collaborations ponctuelles, le plus souvent asymétriques et de courte durée (Canto, 2005). On sort alors de la dictature militaire qui était peu encline à proposer des bourses d'études en sciences sociales, ouvrant ainsi une période où la Capes favorise la structuration des formations de troisième cycle au Brésil et encourage la formation à l'étranger.

D'après Schmidt et Martins (2005), la naissance du programme Capes-Cofecub est due à la visite en 1973 d'un groupe de présidents d'universités françaises dans les universités brésiliennes, en particulier dans les institutions de la région du Nord-Est. L'objectif de la phase initiale de l'accord visait à encourager le développement des universités de cette région qui connaissaient, dans des domaines particuliers, un manque de personnel enseignant qualifié et une productivité académique limitée. Ainsi, l'Université fédérale de Paraíba (UFPB) signe en 1979 le premier accord avec l'Université Paris 10 (Nanterre), qui figure parmi les institutions pionnières au Brésil. À partir

³ Actuellement, le programme Capes-Cofecub est le plus grand accord de coopération internationale de la Capes. Il a déjà répondu à plus de 820 projets et a formé près de 3 000 docteurs dans les domaines de connaissances les plus divers concernant 37 universités brésiliennes et 64 institutions françaises.

des années 1980, l'accord s'est étendu à d'autres régions du pays, permettant à un plus grand nombre d'institutions d'enseignement supérieur de participer. Il subit quelques modifications, seul le master est financé dans un premier temps, puis les financements se sont portés sur le troisième cycle (doctorat et post-doctorat). Dans les années 1990, le programme a commencé à intégrer des groupes avec un niveau de consolidation déjà bien avancé, ce qui a permis de constituer des partenariats plus symétriques entre des équipes brésiliennes et françaises. Selon [Schmidt et Martins \(2005\)](#), nous sommes aujourd'hui dans une troisième phase du programme Capes-Cofecub où «l'assistanat» a fait place à un travail d'équipe dans des programmes de recherche (laboratoires partagés) et d'échange de professeurs et d'étudiants associés à ces projets.

L'exemple des accords de coopération dans le domaine de la sociologie rurale et environnementale

Parmi les différents domaines de connaissances en sciences sociales qui ont donné lieu à des échanges internationaux, sans aucun doute la sociologie rurale mérite d'être mise en avant. Elle est née dans le contexte de la modernisation de l'après-guerre avec Henri Mendras, figure de proue, parmi les fondateurs des études rurales en sociologie, même si d'autres sociologues comme Henri Lefebvre et Placide Rambaud font partie de ces pionniers. Parmi eux, c'est toutefois sans aucun doute H. Mendras qui a eu le plus d'influence au Brésil dans la construction de la sociologie rurale en tant que spécialité disciplinaire. Maria Izaura Pereira de Queiroz, dont les travaux sur la transformation du milieu rural brésilien sont devenus une référence dans les années 1970 et plus tard Maria de Nazareth Baudel Wanderley sont les héritières de ce courant théorique.

En France, H. Mendras est alors directeur du Groupe de recherche de sociologie rurale (GRSR). Comme auteur de *La fin des paysans*, publié en 1967, il a un grand impact sur les sciences sociales d'une manière générale et constitue, jusqu'à aujourd'hui, une référence pour les études sur la paysannerie. À travers le GRSR et en étroite collaboration avec Marcel Jollivet⁴, H. Mendras a pu poursuivre pendant 10 ans les travaux menés sur la « fin

⁴M. Jollivet a contribué de manière active et complice au GRSR, bien qu'il ait défendu une position théorique opposée à celle de H. Mendras. Dans les deux tomes de *Les Collectivités rurales françaises*, ouvrages de référence du travail collectif de ce groupe jetant les bases théoriques d'une sociologie rurale française, on peut observer cette opposition théorique entre le premier tome, dirigé par [M. Jollivet et H. Mendras \(1971\)](#), d'inspiration fonctionnaliste et le second, dirigé par [M. Jollivet \(1974\)](#), d'orientation clairement marxiste.

des paysans». Il s'éloignera de cette problématique, quittant le GRSR pour l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) où il se centrera sur la question du « changement social » à l'échelle européenne.

Le Groupe de recherches sur les mutations des sociétés européennes (GRMSE) succède alors au GRSR avec M. Jollivet comme directeur. M.N.B. Wanderley, première chercheuse brésilienne dirigée par M. Jollivet, dit ainsi de lui :

« Son œuvre a été fondamentale pour marquer deux grands sauts qualitatifs dans la sociologie rurale. D'un côté, en déplaçant l'axe d'interprétation, centré sur le propre monde rural, vers la dynamique même des forces sociales produites par le capitalisme, sa réflexion dévoile les significations que prennent l'agriculture, les agriculteurs et le milieu rural dans les sociétés modernes. L'identification de ces "nouveaux espaces" a beaucoup contribué à l'affirmation de l'agriculture familiale en tant que fait social du monde moderne, dépassant ainsi l'ancienne conception de la disparition de la paysannerie qui discréditerait tout intérêt pour son étude. [...] Le deuxième saut qualitatif correspond à la contribution plus récente de Marcel Jollivet par rapport à la nouvelle perception du "rural" en tant qu'espace privilégié d'interaction entre société et nature, soit le rural en tant qu'environnement. » ([Wanderley, 2002](#)).

Ce deuxième saut qualitatif a fait l'objet d'un ouvrage collectif mobilisant une grande partie de la communauté ruraliste en sciences sociales ([Mathieu et Jollivet, 1989](#)⁵), qui analyse ainsi la question environnementale à la fois dans sa continuité avec les travaux de l'après-guerre et dans la rupture que peut induire la prise en compte d'un nouvel enjeu. Important de nouveaux objets dans ses problématiques (les ressources naturelles renouvelables, l'espace rural...), cette communauté va revisiter son paradigme de départ pour une nouvelle compréhension du « rural » lorsque la question de l'environnement s'y invite ([Alphandéry et Billaud, 1996](#)) jusqu'à l'échelle européenne ([Jollivet, 1998a](#)).

D'après [Jean-Paul Billaud \(2004\)](#), la sociologie rurale, de par ses objets et ses questions, était en situation pour analyser les relations entre le milieu rural et l'environnement. Premièrement, elle est clairement ancrée dans une tradition empirique avec le développement de monographies de villages⁶. Deuxièmement, son

⁵Voir dans cet ouvrage la contribution de [J.-P. Billaud et Martin de la Soudière \(1989\)](#) ainsi que celle de [Yves Luginbühl \(1989\)](#).

⁶On trouve une esquisse d'un plan de recherches pour une monographie de communauté rurale chez Albert Soboul et sa Maison rurale française ([Soboul, 1995](#)), ainsi que dans l'ouvrage de [H. Lefebvre \(1963\)](#), que J.-P. Billaud qualifie de premier sociologue rural.

intérêt pour l'agriculture l'a conduite à étudier la gestion des ressources naturelles dans un contexte interdisciplinaire, en particulier au contact d'agronomes, perspective théorique et méthodologique que les sciences de l'environnement retiendront.

Philippe Boudes montre que dans cet « héritage rural » à la base de la sociologie environnementale française, le Ladyss (Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces⁷) occupe une place prépondérante. On trouve, parmi les travaux de ses chercheurs – M. Jollivet, J.-P. Billaud, N. Mathieu et Florence Pinton –, des publications qui traitent l'environnement à travers le paysage, le territoire, les agriculteurs européens alternatifs, les impacts des techniques agricoles et agronomes, etc. (Boudes, 2006). Les sociologies rurale et environnementale françaises ont été profondément et clairement influencées par le Ladyss. Cette influence du GRSR/GRMSE puis du Ladyss a aussi traversé l'Atlantique pour atteindre diverses institutions d'enseignement supérieures brésiliennes et autres agences de recherche. Au cours de ces décennies s'est ainsi formé un réseau scientifique d'échanges, d'influences, de partenariats, de dialogues, entre chercheurs, institutions d'enseignement, agences de recherche et laboratoires français et brésiliens. L'influence de la sociologie rurale et environnementale française se retrouve chez les chercheurs brésiliens qui ont été en relation avec ces structures successives.

Le premier accord Capes-Cofecub qui inaugure ce type d'échanges entre universités débute en 1979 grâce au projet « Socioéconomie du monde rural », coordonné par José Heleno Rotta (UFPB), Michel Gervais (Inra) et M. Jollivet (CNRS/Université Paris 10). L'intention initiale du programme de l'UFPB était d'encourager le développement des universités de la région du Nord-Est du Brésil (Schmidt et Martins, 2005), ce qui a été réalisé grâce à la formation, dans des universités françaises, de professeurs du programme de master et doctorat en sociologie de l'UFPB, à la formation d'étudiants à travers des cours et des séminaires présentés par des professeurs français en visite au Brésil et grâce à l'important échange d'expériences de recherche réalisé lors de différentes missions de travail de part et d'autre (Caniello, 2003). On peut suivre cet échange d'expériences dans les textes de la revue *Raízes*, éditée par l'UFPB. Dans son premier volume, en 1982, des chercheurs français, comme M. Jollivet, M. Gervais, H. Lamarche, Nicole Eizner, Jean-Charles Szurek, publient des articles individuels ou

à plusieurs⁸. Il est clair que les chercheurs de l'UFPB, en particulier les participants du programme de master et doctorat en sociologie, ont joué et jouent encore aujourd'hui un rôle important dans la sociologie rurale et environnementale brésilienne.

De 1985 à 1990, le projet signé en 1979 est reformulé sous le titre « La restructuration de la division internationale du travail et l'évolution des sociétés rurales ». Il est coordonné par Hélène Delorme (Fondation nationale des sciences politiques [FNSP]) et Maria Cristina de Melo Marim (UFPB). À la même époque, un réseau international, sous la coordination de H. Lamarche, met en place une recherche sur l'agriculture familiale, sur laquelle nous reviendrons. Ce réseau amorce l'élargissement que connaîtront les futurs accords Capes-Cofecub, en intégrant des universitaires n'appartenant pas à l'UFPB comme Anita Brumer (UFRGS), Ghislaine Duqué (Université fédérale de Campina Grande [UFCG]) et Fernando Antonio Lourenço (Université d'État de Campinas [Unicamp]). Faisceau d'expériences qui a conduit la partie française à prolonger la coopération en 1991. Le nouveau projet « Nouvelles perspectives du développement agricole en France, en Europe et au Brésil » (1991-1995) propose un double infléchissement : d'une part, il confirme l'élargissement du partenariat des deux côtés avec l'intégration de chercheurs de l'Unicamp et de l'UFRGS (universités du Sud-Est et du Sud brésilien) et, du côté français, de Bernard Roux (Inra) ; d'autre part, un équilibre s'installe dans le mode de coopération où le travail en commun prime dans les programmes de recherche (laboratoires partagés) et les échanges de professeurs et d'étudiants. Ce que Schmidt et Martins (2005) décrivent comme les deuxième et troisième phases dans l'évolution des accords Capes-Cofecub.

D'après M.N.B. Wanderley, les retombées de ce projet qu'elle coordonnait avec H. Delorme sont perceptibles à différents niveaux⁹ sur la sociologie rurale

⁸ Parmi les professeurs de l'UFPB qui ont réalisé leur master et/ou doctorat en France, citons Olívio Alberto Teixeira avec son master en sociologie (1994), réalisé sous la direction de M. Jollivet et Raphaël Larrère (Inra), qui matérialise une « filiation » rurale-environnementale entre les sociologues français et brésiliens. Par ailleurs, José Vicente Tavares dos Santos (Université fédérale du Rio Grande do Sul [UFRGS]) a fait son doctorat sous la direction de M. Jollivet (Tavares dos Santos, 1987).

⁹ En premier lieu, le projet a proposé des missions d'étude et de travail à Nanterre, pour des professeurs et des étudiants (comme Alfio Brandenburg et Jadir de Moraes Pessoa). Puis, il a instauré un don annuel de livres français. En troisième lieu, durant toute la période du projet, ont été réalisés des séminaires au Brésil avec la participation de professeurs et chercheurs français, notamment M. Jollivet, Jacques Chonchol, H. Delorme, H. Lamarche, J.-P. Billaud, B. Roux et Magda Maria Zanoni – cette dernière, brésilienne, étant enseignant-chercheur à l'Université Paris 7.

⁷ UMR du CNRS, le Ladyss est issu de la fusion du GRMSE (sociologues ruraux) et de Strates (géographes ruraux). Y. Luginbühl, géographe, en sera le premier directeur avec comme adjoint Hugues Lamarche, sociologue.

brésilienne : « Le projet Capes/Cofecub a eu un effet extrêmement stimulant pour les contacts entre chercheurs brésiliens et français, au-delà des équipes directement concernées. [...] à différentes occasions, nos collègues français ont participé aux réunions du groupe de travail « État et agriculture », de l'Anpocs¹⁰ » (Wanderley, 2007). En même temps, quelques-uns des étudiants-chercheurs du programme de master et doctorat en sociologie de l'Unicamp qui ont intégré dans leurs démarches de ruralistes la question environnementale ont fait une carrière universitaire¹¹.

Un autre accord a été signé avec le Ladyss en 2000, le projet intitulé « Évolution et différenciation de l'agriculture, transformation du milieu naturel et développement durable dans des espaces ruraux du sud du Brésil ». Coordonné par H. Lamarche et Jalcione Almeida (UFRGS), il reflète un contexte où les thèmes liés à l'environnement, en particulier le développement durable, occupent une grande place dans les agendas des chercheurs, tant en Europe qu'en Amérique latine. Ainsi, l'intention du projet était de « débattre des dynamiques sociales et naturelles dans la perspective du développement durable ». Hormis les institutions coordinatrices, le projet a bénéficié aussi de la participation du programme de doctorat en Environnement de l'UFPR et, en France, de celle du laboratoire Santé Sociétés Développement (CNRS – Université Bordeaux 2) et de la Chaire d'agriculture comparée et du développement agricole de l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INA-PG¹²). La participation de ces institutions est associée à une autre question qui est alors au cœur des discussions académiques : l'approche interdisciplinaire de la recherche. Le Paraná, à l'époque, développait déjà une expérience de formation et de recherche interdisciplinaires au sein de son doctorat en environnement, avec le soutien de Claude Raynaud (CNRS/Université Bordeaux 2) et de M.M. Zanoni (Université Paris 7). L'accord a accompagné le programme de master et doctorat en développement rural et

le doctorat en environnement de l'UFPR, en produisant un échange d'expériences très soutenu entre les institutions concernées dans le domaine de la recherche interdisciplinaire.

Plus récemment, dans un contexte d'avancées du mouvement écologique de l'agriculture au Brésil, a été approuvé, en 2010, le projet Capes-Cofecub « Agroécologie en France et au Brésil : entre réseaux scientifiques, mouvements sociaux et politiques publiques » coordonné par A. Brandenburg (UFPR) et J.-P. Billaud (CNRS/Université Paris 10). Outre les institutions coordinatrices, ont également participé au projet l'Université fédérale de San Carlos (UFSCar) et l'Entreprise brésilienne de recherche en agriculture et en élevage (Embrapa) et, pour la partie française, l'Institut national de recherche agronomique (Inra). Ce projet¹³ a eu comme objectif d'analyser l'interaction entre les réseaux scientifiques, les mouvements sociaux et la construction de politiques publiques dans les contextes d'écologisation de chacun des pays. En outre, le projet a réalisé un état de l'art de la production scientifique liée à l'agroécologie. Là encore, l'accord apparaît comme le témoin des problématiques majeures au carrefour du rural et de l'environnement, le mouvement agroécologique se trouvant dans une phase de forte institutionnalisation tant en France qu'au Brésil. Une institutionnalisation qui se traduit par des processus de normalisation des activités, de construction de réseaux de commercialisation, de lancement de recherches réalisées par des institutions publiques comme l'Inra, l'Embrapa et l'Institut agronomique du Paraná (Iapar), et de création, en particulier au Brésil, de cours universitaires et de masters et doctorats centrés sur la question agroécologique.

En plus des partenariats de recherche et de formation de doctorants et post-doctorants, l'accord a permis la publication de divers textes lors de colloques, dans des périodiques ainsi qu'un ouvrage (Brandenburg *et al.*, 2015). Il a également permis une mise en relation inédite entre l'Iapar et l'Inra, instituts de recherche agronomique au sein desquels la question de l'agroécologie est une priorité. Ce projet est en cela le reflet de l'avancée de l'agroécologie en tant que nouveau mode de pratique de l'agriculture, avec ses enjeux aussi bien conceptuels que techniques ou politiques, qui interpelle tant les milieux académiques que les acteurs de la production et de la consommation de produits écologiques.

¹⁰ Anpocs : Associação nacional de pós-graduação e pesquisa em ciências sociais.

¹¹ A. Brandenburg (UFPR), João Carlos Tedesco (Université de Passo Fundo [UPF]), Ricardo Abramovay (USP), Sérgio Schneider (UFRGS), Leila de Meneses Stein (Université de l'État de Sao Paulo [Unesp]), Fernando Antônio Lourenço (Unicamp), Leonilde Sérvolo de Medeiros, Diógenes Pinheiro, Sérgio Luiz de Oliveira et Regina Bruno (Université fédérale rurale de Rio de Janeiro [UFRRJ]).

¹² Ont participé de l'UFRGS (Lovois de Andrade Miguel, Fábio de Lima Beck, Carlos A. Mielitz Netto, Ivaldo Gehlen, Roberto Verdum, Luís Alberto Basso, Eduardo Ernesto Felippi), de l'UFPR (A. Brandenburg et Angela D. Damasceno Ferreira). Du côté français : N. Mathieu, M. Zanoni, J.-P. Billaud, F. Pinton (Ladyss), ainsi que C. Raynaud (CNRS/ Université Bordeaux 2) et M. Dufumier (INA-PG).

¹³ Participants : UFSCar (Luiz Antonio Cabello Norder), UFPR (A. Brandenburg, Osvaldo Heller da Silva, Moacir Roberto Darolt, Luciano de Almeida, Ângelo de Sá Mazarotto, Júlio Carlos Veiga da Silva et Douglas Ochiai Padilha) et Embrapa (Lucimar Santiago de Abreu, Maria de Cléofas Faggion Alencar). Du côté français : l'Université Paris 10/Ladyss (J.-P. Billaud) et l'Inra/UE Écodéveloppement/Avignon (Stéphane Bellon, Claire Lamine, Guillaume Ollivier, Pascal Aventurier).

Les accords bilatéraux approuvés par les agences de financement ont été déterminants pour construire une coopération scientifique entre les deux pays. Mais, par-delà cette dimension institutionnelle, ils ont été à l'origine d'échanges aux formes multiples, des stages aux codirections de thèses, qui dérivèrent, sans nécessairement s'y inscrire, des contacts noués lors des accords.

Principales contributions des accords bilatéraux

Les résultats des accords et des échanges réalisés entre le Ladyss et des universités brésiliennes sont suffisamment tangibles pour affirmer qu'ils vont bien au-delà des objectifs initiaux de soutien aux activités de formation et de recherche au Brésil et qu'ils relèvent également d'un partage symétrique de savoirs et d'une production scientifique commune aux deux pays. Parmi les différentes thématiques abordées qui, comme on l'a vu, reflètent les dynamiques scientifiques mais aussi politiques qui sont à l'agenda, deux d'entre elles méritent d'être soulignées, pour leur importance certes mais aussi parce qu'elles illustrent une parité progressive au sein des échanges. D'un côté, la question paysanne et de l'agriculture familiale pour laquelle la partie française joue un rôle déterminant et, de l'autre, la question de l'agroécologie dont l'impulsion revient à la partie brésilienne.

La sociologie rurale brésilienne s'est affirmée dans un contexte où la question de la réforme agraire est au centre des débats : l'attention se porte donc avant tout sur les enjeux de la propriété foncière et plus spécifiquement sur les effets de domination et d'assujettissement qu'implique le maintien du système latifundiaire. La question des formes sociales de production et en particulier de la place que peut prendre une agriculture dont la productivité serait avant tout basée sur le travail de la famille et non le salariat est tout au contraire posée au sein de la communauté des ruralistes en France lors de son analyse de la radicale modernisation agricole de l'après-guerre. Un projet de recherche coordonné par H. Lamarche va être déterminant dans le transfert vers le Brésil de cette problématique très débattue en France (Servolin, 1972). S'il n'est pas le fruit d'un accord Capes-Cofecub, il s'appuie sur les chercheurs brésiliens ayant participé à un accord pour monter un réseau international impliquant des chercheurs polonais, canadiens et tunisiens. Deux ouvrages en résultent (Lamarche, 1992 ; 1994) qui seront publiés au Brésil. Dans les cercles universitaires, la notion d'agriculture familiale a ainsi remplacé des expressions comme petite production, petit et moyen agriculteur, agriculteur à faible revenu et autres, autant de qualifications très utilisées par des organismes gouvernementaux, de recherche et de développement rural, mais aussi des banques, des institutions de crédit, des coopératives et des hommes politiques, lors de la modernisation intensive de l'agri-

culture des années 1970. Dans les années 1990, quand apparurent des politiques publiques tournées vers cette catégorie, jusqu'alors définie par l'échelle de production et non comme catégorie sociale, ces agriculteurs ont commencé à être appelés agriculteurs familiaux. Ce changement deviendra significatif avec l'institution du Programme national de soutien à l'agriculture familiale (Pronaf) en 1996, qui est une des politiques publiques les plus importantes en vigueur jusqu'à aujourd'hui.

Dans les mouvements sociaux, la notion d'agriculture familiale va même jusqu'à participer à la réorganisation des syndicats. Dans le sud du Brésil par exemple, les agriculteurs familiaux regroupés dans la Fédération des travailleurs agricoles (Federação dos trabalhadores rurais agricultores familiares do Estado do Paraná [Fetaep]) et dans la Fédération des agriculteurs du Paraná (Federação da agricultura do estado do Paraná, [Faep]) organisent leur propre syndicat et créent la Fédération des agriculteurs familiaux (Federação dos trabalhadores e trabalhadoras na agricultura [Fetra]).

Enfin, comme catégorie analytique, la notion d'agriculteur familial a eu une grande répercussion dans les milieux scientifiques¹⁴. Elle a commencé à être comprise comme une catégorie qui, dépassant l'imprécision du concept de « petite production » (Pinton, 2009), permettait de rendre compte de l'hétérogénéité des formes sociales de la production en agriculture, depuis l'exploitant familial tourné vers le marché jusqu'à l'agriculteur dans une logique vivrière. Dans sa confrontation à la modernisation productive, l'agriculteur familial peut tout aussi bien, selon la typologie proposée par Lamarche (1992), continuer de donner une large part à l'autoconsommation (« paysan ») ou bien participer résolument au marché (« entrepreneur »). Cette approche a donné lieu à de nombreuses recherches au Brésil, dans les cours de master et doctorat des universités, dans les institutions de recherche, publiques comme privées.

En somme, la notion d'agriculture familiale s'est répandue selon plusieurs perspectives, en tant que catégorie politique, catégorie d'analyse et également comme support identitaire. De nombreux agriculteurs se sont reconnus en tant qu'agriculteurs familiaux comme le montrent les enquêtes et les recherches réalisées sur le terrain.

Parmi les nombreuses thématiques qui ont jalonné la construction des accords Capes-Cofecub, celle de l'agroécologie mérite qu'on s'y attarde. Autant la précédente illustre un échange où la partie française joua un rôle d'impulsion, autant celle-ci a été traitée sur un mode paritaire, la partie brésilienne bénéficiant même d'un

¹⁴ Par exemple : en 2001, le ministère du Développement agraire (MDA), l'Inra et le Cirad organisèrent le colloque « À l'agriculture familiale : dinamicas comparadas Brasil/França » à Recife.

antécédent dans son traitement, car l'agroécologie était d'une grande actualité, en particulier dans les mouvements sociaux. Question qui s'inscrit dans la continuité des échanges décrits plus haut, puisque l'agriculteur familial constitue une des catégories les plus importantes dans le processus de transition d'une pratique conventionnelle de l'agriculture vers une pratique agroécologique.

Plus globalement, la question agroécologique est l'expression d'un long cheminement au sein de la sociologie rurale qui, au Brésil tout comme en France, a incorporé la perspective environnementale à partir et dans son domaine de prédilection, le rural, mais en le traitant comme un enjeu impliquant toute la société. Ainsi, à la fin des années 1990, J. Almeida publie un ouvrage issu de sa thèse (Almeida, 1999). Il est un des premiers, avec A. Brandenburg (Brandenburg et Wanderley, 1999) à proposer au Brésil une analyse de l'agriculture dans un contexte environnemental. M. Jollivet est également publié au Brésil, et deux de ses articles (Jollivet, 1994 ; 1998b) seront fondamentaux pour repenser l'objet de la sociologie rurale au Brésil.

C'est dans ce contexte de construction d'un cadre d'analyse de la question rurale intégrant celle de l'environnement qu'à partir des années 1980, l'approche interdisciplinaire s'est imposée au Brésil, tout comme en France. Différents cursus de nature interdisciplinaire ont été créés au Brésil, l'un des premiers à l'Université fédérale du Para (UFPA), suivi par l'UFPR. Sans qu'aucun accord Capes-Cofecub n'ait explicitement porté sur la question interdisciplinaire, les chercheurs engagés dans ces accords ont joué un rôle très important. En effet, les travaux pionniers de M. Jollivet sur l'interdisciplinarité (Jollivet, 1992), et ceux de C. Raynaut (2004) ont par exemple contribué à la mise en place de formations et de recherches dans les cours de master et doctorat, à l'UFPR et à l'UFRGS.

Dans le domaine du développement durable, il faut souligner de nombreuses contributions théoriques débattues lors d'événements, qui ont donné lieu à des publications d'articles ou d'ouvrages. Autant de contributions qui n'ont pas été développées dans le cadre des accords mais qui en résultent au gré des partenariats noués, et dans lesquels M.M. Zanoni, chercheuse au Ladyss, a eu un rôle d'intermédiation déterminant¹⁵. La dynamique des partenariats a une traduction significative dans la production

scientifique : sur la paysannerie dans le *Sertão Nordestino* (Cohen et Duqué, 2001) ; plus récemment, les recherches sur les territoires de citoyenneté, auxquelles ont participé J.-P. Billaud et C. Raynaut, ont abouti à la publication de deux livres (Cavalcanti *et al.*, 2014a ; 2014b). Enfin, le travail de M.N.B. Wanderley sur la campagne française, apporte des contributions résultant de plusieurs années de dialogue avec la France (Wanderley, 2018).

C'est encore dans le champ du développement durable et des formes alternatives de développement que les échanges de savoirs ont permis la proposition d'un projet sur l'agroécologie. Dans ces échanges, l'expérience brésilienne, en particulier l'existence d'un mouvement très structuré, dans les milieux scientifiques mais aussi à l'échelle de la société, prônant une agriculture alternative ou écologique a eu un rôle d'impulsion dans le contexte français, alimentant des productions communes publiées soit en France (Zanoni et Lamarche, 2001) soit au Brésil (Ferreira et Brandenburg, 1998 ; Zanoni, 2004).

Le mouvement pour une agriculture alternative est en effet apparu au Brésil dès les années 1970 et a été précurseur du mouvement écologique dans l'agriculture. Le mouvement agroécologique au Brésil est dans le prolongement de cette mise en critique du modèle de production agricole et il est aujourd'hui en expansion. Sa force mobilisatrice a des répercussions dans les mouvements sociaux du milieu rural brésilien, en particulier dans le Mouvement des travailleurs sans terre (MST), mais aussi dans d'autres pays d'Amérique latine. L'Europe n'est pas indifférente à ces prises de conscience affectant aussi bien les mouvements sociaux et les milieux universitaires. C'est le cas en France où l'agriculture biologique, objet de pratiques depuis les années 1960 et reconnue officiellement depuis 1980, est questionnée et « repensée » par divers acteurs sociaux et instituts de recherche, sous l'angle de l'approche agroécologique. L'accord Capes/Cofecub de 2011 portait ainsi sur l'agroécologie en France et au Brésil. Les travaux menés dans ce cadre ont donné lieu à différents textes, livres et numéros de revues, publiés et discutés lors de congrès, séminaires, au sein de groupes de recherche et de cours de formation. Ce dossier en est également issu. Dans la suite de cet accord, un nouveau projet, coordonné par C. Lamine (Inra) et A. Brandenburg (UFPR) a été construit en 2018, visant à élargir la réflexion collective sur l'agroécologie, en traitant des transitions agroécologiques, à l'échelle des systèmes agri-alimentaires. Le partenariat s'est lui aussi élargi à d'autres universités brésiliennes (l'UFRRJ et l'UFRGS ont rejoint l'UFPR), et une autre institution de recherche française (Cirad), au-delà du CNRS/Paris Nanterre et de l'Inra, animateurs côté français du projet précédent. Ses objectifs sont d'une part, d'analyser la manière dont les paradigmes et les politiques publiques qui ont émergé autour de l'agroécologie,

¹⁵ Plusieurs séminaires et colloques en témoignent. Au Brésil, sur les agricultures alternatives (Ferreira et Brandenburg, 1998), en France, sur la ruralité au Brésil (Zanoni et Lamarche, 2001) et, en cours de publication, sur la question agraire et l'agriculture familiale au Brésil et en France (séminaire « Dialogues contemporains sur la question agraire et l'agriculture familiale au Brésil et en France », AgroParisTech et Ladyss, 24 et 25 avril 2013, Paris, <https://calenda.org/243497?file=1>).

articulent (ou non) les enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux, de santé et de justice sociale, et les débats et controverses associés; et d'autre part, d'explorer sur la base d'études de cas territoriales, les mécanismes de transition et formes de gouvernance facilitant (ou freinant) la transition agroécologique des systèmes agri-alimentaires territoriaux dans une perspective de justice sociale. Le projet permettra de poursuivre et d'approfondir la longue dynamique d'échange entre sociologues français et brésiliens, retracée dans ce texte, notamment autour de deux questions transversales que sont les évolutions paradigmatiques entraînées par la question environnementale en sociologie, et les postures de recherche engagées, notamment d'inter et de transdisciplinarité.

Ce bilan ne peut être que partiel. Il est loin évidemment de rendre compte de tous les échanges franco-brésiliens permis par des accords qui, dans le domaine de la sociologie rurale et environnementale, ne se sont pas cantonnés à ceux mentionnés ici. Il ne doit pas occulter toutes les coopérations hors universités, en particulier celles nouées par les établissements de recherche pour le développement qui s'appuyaient sur une présence au Brésil de chercheurs permanents. Mais l'intérêt de ce retour sur une collaboration avant tout universitaire tient à la continuité qui fut la sienne, à l'élargissement constant des partenariats à partir d'un noyau initial et à la perspective qu'il permet d'illustrer, à savoir une évolution vers plus de parité entre partenaires et une prise indéniable de cette histoire intellectuelle sur les courants d'idées irriguant les milieux académiques certes, mais aussi les mouvements sociaux, loin d'être à la traîne de ces derniers. De ce point de vue, on peut dire que ces accords cadrés par des institutions ont bien participé d'une construction des sciences en sociétés, par-delà les grandes disparités entre elles mais aussi en leur sein.

Références

- Almeida J., 1999. *A construção social de uma nova agricultura*, Porto Alegre, Editora da UFRGS.
- Alphandéry P., Billaud J.-P. (Eds), 1996. *Cultiver la nature, Études rurales*, 141-142, https://www.persee.fr/issue/rural_0014-2182_1996_num_141_1.
- Billaud J.-P., Soudière M. (de la), 1989. La nature pour repenser le rural, in Mathieu N., Jollivet M. (Eds), *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, Association des ruralistes français, 180-191.
- Billaud J.-P., 2004. Environnement et ruralité: enjeux et paradoxes, *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 10, 111-118, <https://revistas.ufpr.br/made/article/view/3099/2480>.
- Boudes P., 2006. Les démarches des sociologies francophones de l'environnement : comment faire science avec la problématique environnementale? *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 7, 2, doi: [10.4000/vertigo.2269](https://doi.org/10.4000/vertigo.2269).
- Brandenburg A., Wanderley M.N.B., 1999. *A agricultura familiar, ONGS e desenvolvimento sustentável*, Curitiba, Editora da UFPR.
- Brandenburg A., Billaud J.-P., Lamine C. (Eds), 2015. *Redes de agroecologias : experiências no Brasil e na França*, Curitiba, Kairós edições.
- Caniello M., 2003. Os 25 anos da pós-graduação em sociologia no Centro de Humanidades, *Raizes*, 22, 1, 110-124, http://revistas.ufcg.edu.br/raizes/artigos/Artigo_106.pdf.
- Canto I., 2005. O Brasil e a evolução da colaboração científica internacional, in Saraiva J.F.S., Cervo A.L. (Eds), *O crescimento das Relações Internacionais no Brasil*, Brasília, Instituto Brasileiro de Relações Internacionais, 173-194, http://funag.gov.br/loja/download/265-Crescimento_das_Relacoes_Internacionais_no_Brasil_O.pdf#page=173.
- Capes, 2006. *Diretrizes do Programa CAPES/COFECUB : Edital – CGCI – n. 009*, <http://www.capes.gov.br/images/stories/download/bolsas/DiretrizesCOFECUB.pdf>.
- Cavalcanti J.S., Wanderley M.N.B., Niederle P.A. (Eds), 2014a. *Participação, Território e Cidadania: um olhar sobre a política de desenvolvimento territorial no Brasil*, Recife, Editora da UFPE, Ministério do Desenvolvimento Agrário, <http://bibspi.planejamento.gov.br/bitstream/handle/identem/691/ParticipacaoTerritorioECidadania.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Cavalcanti J.S., Niederle P.A., Raynaut C., Ferreira A.D.D. (Eds), 2014b. *La no territorio : um olhar cidadão sobre o Programa Territórios da Cidadania*, Recife, Editora da UFPE, Ministério do Desenvolvimento Agrário, <http://bibliotecadigital.planejamento.gov.br/bitstream/handle/identem/692/L%3%a1noTerrit%3%b3rio.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Cohen M., Duqué G., 2001. *Les deux visages du Sertão. Stratégies paysannes face aux sécheresses (Nordeste Brésil)*, Paris, IRD Éditions, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-03/010025794.pdf.
- Ferreira A.D.D., Brandenburg A. (Eds), 1998. *Para pensar outra agricultura*, Curitiba, Editora da UFPR.
- Jollivet M. (Ed.), 1974. *Les collectivités rurales françaises. Tome 2 : Sociétés paysannes ou lutte de classes au village? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*, Paris, Armand Colin.
- Jollivet M., 1992. Pluridisciplinarité, interdisciplinarité et recherche finalisée ou des rapports entre sciences, techniques et sociétés, in Jollivet M. (Ed.), *Sciences de la nature, sciences de la société : les passeurs de frontières*, Paris, CNRS Éditions, <https://books.openedition.org/editions-cnrs/4154>.
- Jollivet M., 1994. Agricultura e meio ambiente: reflexões sociológicas, *Estudos econômicos*, 24, 183-198.
- Jollivet M. (Ed.), 1998a. *Vers un rural post-industriel. Rural et environnement dans les huit pays européens*, Paris, L'Harmattan.
- Jollivet M., 1998b. A vocação atual da sociologia rural, *Estudos Sociedade e Agricultura*, 11, 5-25, <http://www.>

- usfx.bo/nueva/vicerrectorado/citas/SOCIALES_8/Sociologia/2.pdf.
- Jollivet M., Mendras H. (Ed.), 1971. *Les collectivités rurales françaises. Tome 1 : Étude comparative du changement social*, Paris, Armand Colin.
- Lamarque H. (Ed.), 1992. *L'agriculture familiale. Tome 1 : Comparaison internationale : une réalité polymorphe*, Paris, L'Harmattan.
- Lamarque H. (Ed.), 1994. *L'agriculture familiale. Tome 2 : Du mythe à la réalité*, Paris, L'Harmattan.
- Lefebvre H., 1963. *La vallée de Campan : étude de sociologie rurale*, Paris, PUF.
- Luginbühl Y., 1989. Le rural pour repenser la nature, in Mathieu N., Jollivet M. (Eds), *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, Association des ruralistes français, 100-107.
- Martinière G., 2005. Encore quelques remarques à propos des missions françaises, in Martins C.B. (Ed.), *Dialogues entre le Brésil et la France. Formation et coopération académique*, Recife, Fondation Joaquim Nabuco, Ed. Massangana, 485-495.
- Mathieu N., Jollivet M. (Eds.), 1989. *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, Association des ruralistes français.
- Mendras H., 1967. *La fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française*, Paris, Sedeis.
- Pinton F., 2009. De la paysannerie française aux peuples de la forêt amazonienne, *Études Rurales*, 1, 183, 201-220.
- Raynaut C., 2004. Meio ambiente e desenvolvimento: construindo um novo campo do saber a partir de uma perspectiva interdisciplinar, *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 1, 21-32.
- Schmidt B.V., Martins C.B., 2005. O acordo Capes-Cofecub no contexto da pós-graduação brasileira, in Martins C.B. (Ed.), *Diálogos entre França e Brasil. Formação e cooperação acadêmica*, Recife, Fundação Joaquim Nabuco, Ed. Massangana, 151-165.
- Servolin C., 1972. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, in Tavernier Y., Gervais M., Servolin C. (Eds), *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, 41-77.
- Soboul A., 1995. *La Maison rurale française*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Tavares dos Santos J.V., 1987. *Matuchos, le rêve de la terre : Étude sur le processus de colonisation agricole et les luttes des paysans méridionaux au Brésil (1930-1984)*. Thèse de doctorat, Nanterre, Université Paris X.
- Teixeira O.A., 1994. *L'interdisciplinarité dans la recherche sur l'environnement : de la théorie à la pratique*. Mémoire de master de sociologie, Nanterre, Université Paris 10.
- Théry H., 2011. Une géographie de la coopération universitaire France-Brazil, analyse des accords Capes-Cofecub, *Écho-géo*, 15, <https://journals.openedition.org/echogeo/12296>.
- Trindade H., 2005. Social sciences in Brazil in perspective: foundation, consolidation and diversification, *Social Science Information*, 44, 2-3, 283-357, <https://doi.org/10.1177%2F0539018405053291>.
- Wanderley M.N.B., 2002. Homenagem à Marcel Jollivet, *Raízes*, 21, 2, 184-194, http://revistas.ufcg.edu.br/raizes/artigos/Artigo_84.pdf.
- Wanderley M.N.B., 2007. Ser socióloga do "mundo rural" na Unicamp. Memórias muito vivas, *Ruris*, 1, 1, 13.34, <http://www.ifch.unicamp.br/ojs/index.php/ruris/article/download/648/516>.
- Wanderley M.N.B., 2018. *Uma singularidade histórica : o olhar de uma pesquisadora brasileira sobre o mundo rural francês*, Recife, Editora da UFPE.
- Zanoni M.M., 2004. A questão ambiental e o rural contemporâneo, *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 10, 101-110, <https://revistas.ufpr.br/made/article/view/3098/2479>.
- Zanoni M.M., Lamarque H. (Eds), 2001. *Agriculture et ruralité au Brésil : un autre modèle de développement*, Paris, Karthala.

Citation de l'article : Padilha D.O., Brandenburg A., Billaud J.-P., 2019. Accords de coopération entre le Brésil et la France dans le domaine de la sociologie rurale et environnementale : le chemin de la parité. *Nat. Sci. Soc.* 27, 1, 73-81.